

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le
26 septembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Carrières Beaucé

LE PILET

35133 Fleurigné

Références : UD35/2023-525

Code AIOT : 0005502754

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/09/2023 dans l'établissement Carrières Beaucé implanté LE PILET 35133 Fleurigné. L'inspection a été annoncée le 27/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Carrières Beaucé
- LE PILET 35133 Fleurigné
- Code AIOT : 0005502754
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière BEAUCÉ est une carrière de roche massive.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la situation administrative
- les incidents s'il y a lieu
- le plan de la carrière, l'avancée de l'exploitation
- le rejet eaux et les mesures associées
- le plan de gestion des déchets et le remblayage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Surveillance de la rivière	Arrêté Préfectoral du 17/05/2018, article 4.3	/	Sans objet
11	Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5	/	Sans objet
12	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 6	/	Sans objet
14	Installations de traitement - bruits et vibrations	Arrêté Préfectoral du 05/07/2002, article 6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 05/07/2002, article 1	/	Sans objet
2	Incident grave – Accident	Arrêté Préfectoral du 05/07/2002, article 2.5	/	Sans objet
3	Plan de la carrière	Arrêté Préfectoral du 05/07/2002, article 8.10	/	Sans objet
4	Prescriptions particulières	Arrêté Préfectoral du 05/07/2002, article 8.7	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Prévention de la pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 17/05/2018, article 3.2	/	Sans objet
6	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 05/07/2022, article 4.1	/	Sans objet
7	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 05/07/2002, article 4.2	/	Sans objet
8	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 17/05/2018, article 4.2	/	Sans objet
10	Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
13	Dispositions particulières	Arrêté Préfectoral du 05/07/2002, article 8.9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière est bien suivie, mais l'exploitant doit formaliser ses procédures relatives aux déchets (plan de gestion).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2002, article 1											
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques de classement											
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet											
Prescription contrôlée: La Société des ETABLISSEMENTS BEAUCE est autorisée à exploiter au lieu-dit « Le Pilet » sur le territoire des communes de FLEURIGNE et LA CHAPELLE JANSON, une carrière de cornéennes comportant les activités suivantes : <table><thead><tr><th>RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE</th><th>NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES</th></tr></thead><tbody><tr><td>2510-1</td><td>Exploitation d'une carrière Production maximale annuelle 650 000 tonnes A</td></tr><tr><td>2515-1</td><td>Installation de broyage criblage de pierres Puissance installée 550 kW A</td></tr><tr><td>1434-1-B</td><td>Distribution de liquides inflammables Débit équivalent 1,2 m3/h D</td></tr><tr><td>1432-2</td><td>Dépôt de liquides inflammables de deuxième catégorie. Capacité équivalente 20 m3 D</td></tr></tbody></table>		RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE	NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES	2510-1	Exploitation d'une carrière Production maximale annuelle 650 000 tonnes A	2515-1	Installation de broyage criblage de pierres Puissance installée 550 kW A	1434-1-B	Distribution de liquides inflammables Débit équivalent 1,2 m3/h D	1432-2	Dépôt de liquides inflammables de deuxième catégorie. Capacité équivalente 20 m3 D
RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE	NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES										
2510-1	Exploitation d'une carrière Production maximale annuelle 650 000 tonnes A										
2515-1	Installation de broyage criblage de pierres Puissance installée 550 kW A										
1434-1-B	Distribution de liquides inflammables Débit équivalent 1,2 m3/h D										
1432-2	Dépôt de liquides inflammables de deuxième catégorie. Capacité équivalente 20 m3 D										
Constats : Activité 2022 : 270 834 tonnes (conforme à la déclaration GEREP) L'exploitant n'a pas déclaré de modification dans les conditions d'exploitation de la carrière. Cependant, concernant le dépôt de liquide inflammable, l'exploitant indique n'avoir qu'une cuve de 2500 litres. La capacité déclarée est donc largement supérieure à la situation sur le terrain. Cette capacité a été mise à jour dans le dossier d'autorisation environnementale en cours d'instruction.											
Type de suites proposées : Sans suite											

N° 2 : Incident grave – Accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2002, article 2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Accident environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte à l'environnement (c'est-à-dire aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement) doit être immédiatement signalé à l'Inspecteur des Installations Classées à qui l'exploitant remet, dans les plus brefs délais, un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident ainsi que les mesures envisagées pour éviter son renouvellement.
Constats : Le 6 juin 2023, un faucon pèlerin a été repéré au sud de la fosse par l'OFB. Le remblai a été arrêté sur cette partie. Sur site, il est constaté que des merlons ont été créés afin de rendre inaccessible la zone. La zone de remblai a été décalée. L'exploitant envisage d'utiliser la partie inutilisable pour le remblai pour des stocks, tout en gardant le merlon pour empêcher l'apport de remblai au niveau de la partie où niche le faucon pèlerin. L'exploitant relate deux incidents concernant des faucons pèlerins. Le 28 juin 2023, un faucon a été retrouvé mort sur une piste. Le faucon a été envoyé en laboratoire pour un test de grippe aviaire mais l'exploitant n'a jamais eu de retour. Le 26 juillet 2023, un faucon a été retrouvé blessé. Le chef de carrière a pris contact avec l'OFB qui a donné un contact d'une clinique au Rheu. Le chef de carrière a apporté le faucon dans cette clinique, et n'a ensuite eu aucune nouvelle. Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit communiquer au plus vite à l'inspection tout incident ou accident de nature à porter atteinte à l'environnement. Un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident ainsi que les mesures envisagées pour éviter son renouvellement doit également être transmis. Le dossier d'autorisation environnementale en cours d'instruction prend en compte la zone de présence du faucon pour la poursuite de l'exploitation. L'exploitant devra rester vigilant à l'activité des faucons pèlerins dans la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite



Photo de l'espace rendu inaccessible pour préserver le faucon pèlerin présent sur la carrière

N° 3 : Plan de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2002, article 8.10
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de la carrière
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'exploitant établira un plan de la carrière, orienté sur le fond cadastral reportant : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre autorisé, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres,- les courbes de niveaux ou cotes d'altitude des points significatifs,- les zones remises en état,- les ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité publique (routes, chemins, ouvrages publics, habitations ...) Ce plan sera mis à jour au moins une fois par an. Cette mise à jour concernera : <ul style="list-style-type: none">- l'emprise des infrastructures (installations, pistes, stocks ...),- les surfaces défrichées à l'avancement,- le positionnement des fronts,- l'emprise des chantiers (découverte, extraction, parties exploitées non remises en état ...),- l'emprise des zones remises en état.
Constats : Le plan a été mis à jour le 29 novembre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prescriptions particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2002, article 8.7
Thème(s) : Situation administrative, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'exploitation sera limitée en profondeur à la cote 90 m NGF dans les parcelles exploitées à Fleurigné et à 130 m NGF dans les parcelles exploitées à La Chapelle Janson
Constats : La cote d'extraction la plus basse indiquée sur le plan correspond à 118,76 m NGF, sur les parcelles situées à Fleurigné.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention de la pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2018, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'air
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les voies de circulation nécessaires à l'exploitation doivent être réalisées et entretenues de façon à prévenir les émissions et à limiter l'accumulation des boues et poussières sur les roues des véhicules susceptibles de circuler sur la voie publique. Au besoin, un poste de lavage des roues des véhicules poids lourds sortant de la carrière doit être utilisé. Sauf contraintes particulières, le chargement des camions sera humidifié afin d'éviter l'envol de poussières pendant leur trajet. Les voiries sont aménagées de manière à éviter tout écoulement de poussières ou de boues vers la rivière la Motte d'Ynée.
Constats : Le jour de l'inspection, il n'a pas été repéré de défaut d'entretien des voies. Les voies intérieures avaient été humidifiées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2022, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les lieux de stockage et de manutention des hydrocarbures et ceux où sont vidangés et lavés les engins doivent être pourvus d'aires étanches. Ces aires seront conçues, réalisées et entretenues de sorte que tout écoulement accidentel sera recueilli dans une capacité de rétention étanche. Le volume de la capacité sera supérieur ou égal au volume de la plus grosse cuve et à 50 % du volume de l'ensemble des cuves associées.
Constats : Les hydrocarbures sont contenus dans des bacs double peau ou sur des rétentions étanches.
Type de suites proposées : Sans suite



Photo des bacs double peau ou sur rétention

N° 7 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2002, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux d'exhaure
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Avant rejet dans le ruisseau, les eaux (d'exhaure traitées) devront présenter les caractéristiques suivantes : MES < 35 mg/L Hydrocarbures totaux < 10 mg/L 5,5< pH < 8,5 Fe + Al < 5 mg/L DCO < 125 mg/L
Constats : L'exploitant a fourni les rapports des mesures des premiers et deuxièmes trimestres 2023, ainsi que des mois de juillet et août 2023. Les valeurs indiqués sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite



Photo du traitement des eaux et des appareils de mesure

N° 8 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2018, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux d'exhaure
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les systèmes de contrôle du rejet doivent déclencher, sans délai, une alarme efficace signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites du pH et entraîner automatiquement son arrêt immédiat
Constats : Le suivi du pH est effectué en continu. Lorsque l'enregistreur détecte une valeur < 6 ou > 8, la pompe de fond de fosse et le rejet s'arrêtent. Après vérification de la cause de la modification du pH et correction éventuelle, une action manuelle est nécessaire pour remettre en route le système. L'étalonnage du pH-mètre est effectué en interne. Une comparaison avec le résultat du laboratoire qui réalise les mesures mensuelles est effectuée chaque mois. L'exploitant indique que l'obturateur est également vérifié mensuellement, et que des tests sont effectués régulièrement, consistant à entrer un pH hors plage autorisée dans l'ordinateur pour vérifier la mise en place de l'obturateur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance de la rivière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2018, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la rivière
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Un diagnostic hydrobiologique de la rivière (IBGN) est réalisé tous les ans en amont et en aval de la carrière.
Constats : L'IBGN du 20 juillet 2023 a été transmis le jour de l'inspection. Les résultats sont similaires à 2022 : l'état amont est très bon et l'état aval bon. Dans le dossier d'autorisation environnementale, les données sont traitées jusqu'à 2019, et ne montraient pas une telle différence entre l'amont et l'aval. > Dans un délai de 3 mois, l'exploitant doit conclure sur les différences de qualité des eaux entre l'amont et l'aval et rechercher les causes.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 10 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets (AR2023)
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; - le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; - la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; - en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; - la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; - le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; - en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; - une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ; - les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Constats : Le dernier plan de gestion des déchets date de 2011. L'actualisation a été faite dans le dossier d'autorisation environnementale en cours d'instruction. Cette version du plan de gestion des déchets date de 2021. Elle ne comprend cependant que le plan de déchet prévu par l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 et non la partie prévue par l'article 5 de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 (voir point suivant).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets (AR2023)
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>L'exploitant élabore le plan de gestion des déchets pour la réduction, le traitement, la valorisation et l'élimination des déchets d'extraction, selon les modalités définies au présent article. Le plan de gestion des déchets est fondé sur la connaissance et la caractérisation des déchets, dans l'objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Caractérisation des déchets : L'ensemble des déchets fait l'objet d'une caractérisation, dont le contenu est fixé dans l'annexe I du présent arrêté, [...]</p> <p>Plan de gestion des déchets : L'exploitant remet à l'administration un plan de gestion des déchets comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- la procédure d'échantillonnage [...];- la caractérisation des déchets [...];- une estimation des quantités totales de déchets d'extraction et de traitement [...];- la description des modes d'extraction et des procédés de traitement générant ces déchets ;- une analyse des solutions, [...];- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;- une analyse des risques selon la méthodologie définie à l'annexe VII point 1 du présent arrêté ;- une description des mesures techniques [...];- les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et celles prévues en vue de réduire la pollution de l'air et du sol pendant l'exploitation et après la fermeture ;- une étude de l'état du terrain susceptible de subir des dommages dus à l'installation de gestion de déchets ;- les procédures de contrôle et de surveillance, tout au long de la vie de l'installation ;- une étude géologique, hydrologique et hydrogéologique validant le choix d'emplacement des aires de stockage de déchets ;- le bilan hydrique prévu à l'article 24 du présent arrêté ;- le plan proposé en ce qui concerne la fermeture, y compris la remise en état, les procédures de suivi et de surveillance après fermeture. <p>Le plan de gestion des déchets permet de déterminer si l'installation de gestion de déchets présente un risque majeur et doit à ce titre être classée en catégorie A au sens de l'annexe VII du présent arrêté.</p> <p>Le plan de gestion des déchets justifie les éventuels écarts par rapport aux référentiels professionnels de bonnes pratiques reconnus, lorsque ces derniers existent ou, à défaut, par rapport aux installations récentes de nature comparable.</p> <p>En matière d'impact, l'exploitant détermine dans le plan de gestion le caractère acidifiant des déchets et décrit les mesures prises pour la prévention du drainage acide, notamment dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- présence de sulfures métalliques dans les résidus et/ou stériles ;- exposition des sulfures aux eaux météoriques entraînant l'oxydation de ces derniers ;

<ul style="list-style-type: none"> - constat de la formation d'un lixiviat acide ; - manque de minéraux capables de neutraliser l'acidité.
<p>Constats : Le plan de déchet ne comprend pas la partie relative aux boues (rubrique 2720) fixée par l'article 5 de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010. Cette partie est traitée dans le plan de déchets de 2011 et n'a pas été mise à jour.</p> <p>> L'exploitant doit caractériser les boues et, en fonction des résultats, ajouter au plan de gestion des déchets la partie relative à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010, dans un délai de trois mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 12 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Mise à jour du PGD
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats : Le plan de gestion a été mis à jour en 2021 dans le cadre du dépôt d'une demande d'autorisation environnementale, mais en excluant les boues relatives à la rubrique 2720, dont la mise à jour date de 2011.</p> <p>> Comme indiqué au point précédent, le plan de gestion doit être mis à jour dans un délai de trois mois concernant les boues relatives à la rubrique 2720, conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 13 : Dispositions particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2002, article 8.9
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Tout dépôt d'ordures ménagères ou de déchets industriels dans l'excavation est interdit. Le remblayage de l'excavation par les apports extérieurs au site ne pourra être réalisé qu'à l'aide de matériaux inertes préalablement triés. Ces apports seront accompagnés d'un bordereau de suivi indiquant : leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques ainsi que les moyens de transport utilisés, et attestant de la conformité des matériaux à leur utilisation. L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.
Constats : La procédure en place est la suivante : L'exploitant demande aux transporteurs de déchets d'effectuer une demande d'acceptation préalable. Le personnel de la bascule contrôle sur géorisques l'origine des déchets. Lorsqu'un camion se présente, il est vérifié que la demande d'acceptation préalable a bien été reçue et traitée. Si ce n'est pas le cas, la vérification est faite immédiatement. Un contrôle visuel est effectué grâce à la caméra de la bascule. Une photo du chargement est enregistrée. Les camions sont orientés vers une seule zone. Les dépôts et les bordereaux sont enregistrés sur un registre informatique. Aucun refus n'a été enregistré pour l'instant.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2002, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Bruits et vibrations
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>Les installations seront réalisées, équipées et exploitées de manière à éviter que leur fonctionnement puisse être à l'origine des dangers ou inconvénients cités à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.</p>
<p>Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que le concasseur était en panne et à l'arrêt. Un concasseur mobile était en activité, depuis un peu plus d'un mois d'après l'exploitant.</p> <p>Il est rappelé que l'article R.181-46 II du code de l'environnement prévoit que :</p> <p><i>"II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</i></p> <p><i>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45."</i></p> <p>Par ailleurs, il est rappelé à l'exploitant que les installations mobiles utilisées en remplacement des installations fixes doivent respecter l'ensemble des prescriptions fixées par les arrêtés préfectoraux réglementant la carrière.</p> <p>> L'exploitant doit transmettre à l'inspection le dernier rapport des mesures de bruit dans un délai d'un mois.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites